

Modalités de recrutement



Les recrutements effectués par les collectivités territoriales doivent respecter une **PROCÉDURE REGLEMENTAIRE** quel que soit le mode choisi :

TITULAIRE :

Par voie de mutation, de détachement discrétionnaire ou intégration directe, détachement de droit après concours ou promotion interne, agent à temps non complet déjà titulaire ailleurs.

STAGIAIRE :

Après concours (ex : rédacteur) ou par recrutement direct sur des grades initiaux de catégories C accessibles sans concours (ex : adjoint technique 2ème classe).

CONTRACTUEL :

Agents recrutés par contrat de droit public nommés sur un emploi permanent, pour effectuer un remplacement ou pour répondre à un surcroît d'activité temporaire ou saisonnier.

LA PROCÉDURE REGLEMENTAIRE est la suivante :

1°) Délibération du Conseil Municipal créant, dans le tableau des effectifs de la collectivité, l'emploi à pourvoir (1), en indiquant le ou les grades, le ou les cadres d'emploi (2) sur lesquels le recrutement sera autorisé.

Exemples : (1) emploi : responsable du service du personnel
(2) cadre d'emplois : attachés territoriaux

(1) emploi : ouvrier polyvalent
(2) cadre d'emplois : des adjoints techniques

2°) Déclaration de création ou de vacance du poste selon que l'emploi soit nouvellement créé ou qu'il existe déjà sans être pourvu ou qu'il devienne vacant après le départ d'un agent.

3°) Visite médicale d'embauche auprès d'un médecin agréé par le préfet, attestant que l'agent pressenti pour le recrutement est apte physiquement à occuper l'emploi considéré.

CES 3 PREMIÈRES ÉTAPES DOIVENT IMPÉRATIVEMENT INTERVENIR AVANT LA DATE DE NOMINATION DE L'AGENT.

4°) Nomination par arrêté ou contrat de l'autorité territoriale qui est seule compétente.

5°) Si l'agent est recruté stagiaire ou titulaire sur un poste \geq 28/35^{ème} hebdomadaire, affiliation à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (CNRACL).

6°) Transmission des actes au représentant de l'Etat pour contrôle de légalité hormis les contrats des agents recrutés pour surcroît temporaire ou saisonnier d'activité.

7°) Transmission au Centre de Gestion d'une copie de l'acte de recrutement, arrêté de nomination ou contrat, accompagnée de l'état des services, du ou des éventuel(s) contrat(s) et arrêté(s) antérieur(s) à la nomination dans la collectivité.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE RECRUTEMENT :

- Les fonctionnaires territoriaux (*titulaires et stagiaires*) doivent être de **nationalité française** ; les ressortissants d'un Etat membre de la Communauté Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France également, *sans toutefois avoir accès aux emplois dont les attributions ne sont pas séparables de l'exercice de la souveraineté, ou comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de prérogatives de puissance publique de l'Etat ou des autres collectivités publiques.*

- Etre en position régulière au regard du code du **service national**.

Sont dans une position régulière les candidats qui ont satisfait aux obligations du service national prévues au titre Ier ou II du code du service national, ont été exemptés, ont été réformés, sont incorporables ultérieurement compte tenu de leur âge ou de l'obtention d'un report d'incorporation, ont été dispensés de leurs obligations dans les cas et selon les formes prévus par le code du service national (personnes classées soutien de famille, pupille de la nation,...).

- Etre **apte physiquement** à occuper l'emploi considéré (*cf. visite médicale*).

Elle est attestée par le certificat médical délivré par l'un des médecins agréés choisis par la collectivité sur la liste arrêtée dans chaque département par le préfet ; des aptitudes particulières peuvent être exigées.

- **Le bulletin N° 2 du casier judiciaire** de tout fonctionnaire et agent non titulaire ne doit pas porter de mentions incompatibles avec l'exercice des fonctions qui lui seront confiées (*la compatibilité est appréciée par l'autorité territoriale*).

En outre, la privation des **droits civiques** est incompatible avec la qualité de fonctionnaire.

NB : la demande de bulletin n° 2 du casier judiciaire est effectuée par la collectivité **dès la nomination sur le site internet www.cjnb2.justice.gouv.fr ou par courrier** à l'adresse ci-dessous :

CASIER JUDICIAIRE NATIONAL
107, rue du Landreau
44079 NANTES CEDEX 01
